

« 2017 sera l'année de la vérité, Charles Michel est le maître du jeu »

GOUVERNEMENT Kris Peeters (CD&V) appelle au « sérieux », notamment pour le budget

► Une réforme de l'impôt des sociétés comme le veulent N-VA et VLD ? Pour le vice-Premier CD&V, le « grand enjeu », c'est « l'équité fiscale ».

► Les dossiers s'accumulent ?

« Charles Michel est le maître du jeu ».

► Une mise en garde : « Attention aux populismes ! »

Rentrée 2017 : le vice-Premier et ministre de l'Emploi, Kris Peeters (CD&V), met en garde contre les déclarations intempestives, les provocations, et appelle les quatre partenaires à « travailler sérieusement »...

2017, ça vous inspire...

J'ai vérifié l'astrologie chinoise : 2017, c'est l'année du coq. Un animal à la fois un peu agressif et, surtout, qui dit la vérité... Je fais là référence à l'histoire de Pierre et Jésus, avec la vérité qui devait éclater avant que le coq ne chante trois fois... Bref, 2017, pour moi, sera l'année de la vérité. On doit en finir avec l'agressivité et se concentrer sur les faits. On ne doit plus travailler avec des rumeurs, des provocations, mais avec des éléments concrets, et trouver des solutions. Je pense notamment à la loi sur le travail « faisable et maniable », à la réforme de la loi de 1996 sur la formation des salaires. Il faudra aussi stimuler l'emploi. On va dans la bonne direction, mais 2017 sera une année de vérité.

Pourquoi dites-vous ça ? Vous visez des déclarations parfois polémiques de la N-VA ?

Je ne cite personne, aucun parti. Je dis qu'on a besoin d'une politique sérieuse, professionnelle. Je n'oublie pas qu'il y a le budget 2017. Fitch a déjà diminué notre rating. La Commission européenne, le FMI, entre autres, sont clairs : il nous faut un budget 2017 correct et sérieux. Les comptes doivent tomber juste.

N-VA et VLD veulent baisser l'impôt des sociétés. Le CD&V, lui, veut taxer les plus-values... Le Premier va organiser le débat, la méthodologie, le timing.

Il n'y a pas encore de discussions ?

Non. Le Premier ministre a parlé avec la Banque nationale, le Conseil supérieur des Finances, le Bureau du plan, il doit ensuite envoyer des textes aux trois instituts pour leur demander leur avis sur les trois dossiers dont il est question : réforme de l'Isoc, taxation des plus-values, mobilisation de l'épargne.

Vous aviez soutenu qu'on ne pouvait pas avancer sur l'Isoc sans avancer sur les plus-values. Il y a une relation intellectuelle entre les plus-values et la diminution des tarifs de l'Isoc. Quand vous diminuez l'Isoc, par exemple jusqu'à 20 %, automatiquement la valeur des actions de la société concernée augmente, vous créez des plus-values. Mais plus largement, pour nous, le grand enjeu, c'est une taxation juste et équitable. Plus de 100.000 personnes ont manifesté fin 2016 à Bruxelles pour réclamer une fiscalité plus juste.

Cela signifie que vous n'êtes pas attaché formellement à la taxation des plus-values ? Qu'une autre formule est envisageable ? Nous sommes demandeurs de la taxation des plus-values, mais nous discuterons de tout cela au

sein du kern lorsque le Premier ministre aura reçu l'avis des trois organismes consultés, comme je vous l'ai dit. Petite précision : on parle bien d'une possible réforme de l'Isoc, pas d'une diminution de l'Isoc... Cela signifie que des entreprises vont gagner, d'autres vont perdre. Il faut savoir que pour nous, la discussion sur une fiscalité équitable est très importante, qu'on ne fait pas ça pour rigoler, pour compenser une proposition N-VA sur l'Isoc. Le débat sur la fiscalité équitable est de la plus grande importance pour nous. Le Premier ministre est le maître du jeu.

Isoc, plus-values, épargne, dossier Arco, cela fait beaucoup pour le chef du gouvernement...

C'est normal, c'est lui qui doit dire à un certain moment : « Vous avez la responsabilité des Finances, du Budget, etc., mais c'est moi le Premier ministre, c'est moi qui décide. » Il est le maître des dossiers. Au temps de Jean-Luc Dehaene, c'était comme ça.

Charles Michel peut le faire ?

Charles Michel n'est pas Jean-Luc Dehaene mais je l'apprécie beaucoup, c'est un homme très intelligent, qui a un grand talent politique. J'ai constaté que dans des situations très difficiles, il reste calme, il cherche des solutions.

Le gouvernement tiendra-t-il jusqu'à 2019 ?

Il faut travailler, travailler, travailler. Ce n'est pas raisonnable, comme Bart De Wever, de dire qu'après 2017, le travail est fini. Et après, quoi ? On va payer les ministres à ne rien faire ? Ce n'est pas le moment de faire des bêtises, des déclarations dans tous les sens. Ce sont des déclarations sans valeur ajoutée.

Vous savez, pour les gens, nous sommes - les partis - tous dans le

même sac. La politique dans son ensemble est visée. Avec le populisme, le terrorisme... C'est maintenant que l'on doit convaincre les gens que nous sommes des ministres raisonnables, qui cherchent des solutions. Beaucoup de gens ont du bon sens, ne sont pas fous. Ils pensent à leur travail, à leur facture. J'aime beaucoup Angela Merkel : elle reste calme, elle trouve des solutions.

Le ministre de la Justice, Koen Geens, nous disait : « Attention au populisme, cela peut déboucher sur le totalitarisme. »

Le populisme, c'est le grand danger du moment. Anti-Europe, anti-establishment... Mais quand on est anti, anti, anti, qu'est-ce qui reste ?

La N-VA est populiste ? C'est à vous de conclure.

La politique ne se fait-elle pas déborder ?

Mais quelle est l'alternative ? Je suis très inquiet du mélange explosif entre terrorisme et populisme. C'est une finalité noire. Sans espoir. Je sais que pour le moment, les gens sont très sensibles à cela, aux solutions très simples. Etre nuancé, ce n'est pas très sexy.

Le dossier Arco doit être réglé au plus vite ?

Il faut absolument un accord. On a lancé une task force et j'espère qu'elle va travailler chaque semaine pour actualiser les solutions qui avaient été discutées en 2014 déjà. Le gouvernement Di Rupo et le gouvernement Michel ont assuré, l'un après l'autre, que l'on trouverait des solutions. On a bien avancé sur la liquidation, on a l'arrêt de la Cour de justice européenne, donc on a toutes les pièces du puzzle. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI
BERNARD DEMONTY

ANALYSE

Un pied dedans,
un orteil dehors

C'est l'homme qui, à l'automne, a failli faire tomber le gouvernement. Il s'en défend - « J'ai juste demandé un peu de temps pour analyser une note » - mais cela ne le dérange pas outre mesure

qu'on le dise. Et son propos de rentrée 2017 en atteste : Kris Peeters est dans ce gouvernement - « Je suis sûr qu'on peut trouver des solutions » - mais il est un peu en dehors aussi, quand on mesure les critiques voilées émises contre son partenaire, la N-VA. Quand il parle de la nécessité de revenir à une parole mesurée, loin des slogans, on

comprend quelles oreilles sifflent. Quand il évoque ces partis qui opposent des groupes de citoyens, on suit facilement son regard. Mais il ne nommera personne - « Je vous laisse la conclusion » -, car il est dedans. Le vice-Premier incarne en fait la difficulté originelle de son parti dans cette coalition : donner des gages de bonne gestion, mais aussi

faire montre d'opiniâtreté, voire menacer de claquer la porte quand il s'agit d'imposer des accents sociaux à un gouvernement qui n'est pas forcément fait pour ça. On constatera aussi, dans le propos, une propension à charger la barque du Premier ministre, prié de déterminer l'agenda et sommé de présenter les compromis pour le moins délicats sur

des dossiers aussi compliqués que l'impôt des sociétés, la taxation des plus-values et même Arco. Mais nul doute que le vice-Premier ne manque pas de sincérité quand il se demande où mènera le mélange de terrorisme et de populisme qui s'est installé tel un brouillard obscur sur le pays.

D.CI ET B.DY

communales « A Anvers, je serai en "war zone", ce ne sera pas facile »

Le 18 novembre, vous avez annoncé votre déménagement. Vous vous lancez dans la bataille d'Anvers. Vous devez battre De Wever...

Cela n'a pas été une décision facile pour moi. Mais la situation à Anvers est un peu atypique, surtout pour le CD&V, qui n'a pas beaucoup d'électeurs à Anvers. En 2004, Yves Leterme m'a demandé de devenir ministre et de déménager à Anvers. Et je lui ai dit oui, si nécessaire. Mais les choses à Anvers se passaient bien. Puis on me l'a redemandé.

Votre président, Wouter Beke ?

Non. Le CD&V d'Anvers. C'est important. Si vous connaissez Anvers, vous savez que cela ne marche pas aussi simplement que ça. Le président peut décréter quelque chose, à Anvers, on fait de toute façon ce qu'on veut. Non, c'est la présidente du CD&V d'Anvers qui me l'a demandé. J'ai demandé un vote et une

unanimité. Le vote a eu lieu et elle m'a dit qu'on avait une unanimité historique.

C'est risqué ?

Oui. Ce n'est pas évident. Je suis en « war zone », pas dans la zone de confort. C'est la politique. Je suis vice-Premier, je pourrais rester à Puurs. Mais je donne des conférences à des jeunes pour les stimuler à s'engager. Si j'avais refusé Anvers, ils m'auraient dit : « Nous devons nous engager. Mais vous, on vous appelle à Anvers et vous répondez non. »

Mais les Anversoïses, avec l'esprit que vous décrivez, ne vont-ils pas dire « Kris Peeters, il n'est pas d'ici » ?

Je suis un homme raisonnable, je mesure les risques dont vous parlez.

Vous allez devoir dire que Bart De Wever, dont le parti est votre partenaire

gouvernemental, n'est pas un bon bourgmestre.

Je reste optimiste. On va lancer une vision différente pour Anvers, où l'on ne va pas polariser les groupes. C'est là la vision du CD&V.

Vous affrontez Bart De Wever qui doit, quelques mois plus tard, pousser la N-VA vers la grande élection législative et régionale.

Je suis au courant, oui (rires).

Vous pourriez-vous rapprocher du SP.A - PVDA (PTB) ?

J'entends dire des choses avec le PVDA. Mais je ne connais pas la valeur ajoutée de cela. En tout cas, nous allons aux élections en tant que CD&V. Et ce ne sera pas facile de convaincre. Mais je pense que c'est possible. ■

Propos recueillis par
D.CI et B.Dy

« Le populisme,
c'est le grand danger.
Anti-Europe,
anti-establishment...

Mais quand on est
anti, anti, anti,
qu'est-ce qui reste ? »